



HAL
open science

Ange-Hyacinthe-Maxence, baron de Damas

Olivier Tort

► **To cite this version:**

Olivier Tort. Ange-Hyacinthe-Maxence, baron de Damas. Les ministres de la Guerre, 1792-1870 : histoire et dictionnaire, 2018, pp.247-252. 10.4000/books.pur.169356 . hal-04105567

HAL Id: hal-04105567

<https://univ-artois.hal.science/hal-04105567>

Submitted on 1 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

ANGE-HYACINTHE-MAXENCE, BARON DE DAMAS

Ministre de la Guerre, 19 octobre 1823 – 4 août 1824

I. ORIGINES, FORMATION ET CARRIÈRE AVANT 1823

Maxence de Damas appartenait à une vieille famille de la noblesse française, d'extraction chevaleresque, avec une filiation suivie remontant à 1315, même si son grand-père paternel, Charles-Jules de Damas (1712-1771) fut un modeste capitaine d'infanterie. À l'inverse, son grand-père maternel, le vicomte Jacques-Hyacinthe de Sarsfield (1717-1785)¹, fut lieutenant-général des armées, inspecteur général de la cavalerie et gouverneur de la citadelle de Lille.

Le père de Maxence, Charles de Damas (1758-1795), après avoir été premier page du roi, capitaine (1777) puis colonel en second (1784), émigra vers 1791 comme aide de camp du comte de Provence (futur Louis XVIII) et servit dans l'armée des Princes. Il trouva la mort à Quiberon lors du débarquement raté des royalistes (20 juillet 1795). Le 28 juin 1784, un contrat de mariage signé à Paris, en présence du roi Louis XVI, l'avait uni à la mère de Maxence, Marie-Gabrielle-Marguerite de Sarsfield (1767-1833).

Né le 30 septembre 1785 à Paris, Maxence de Damas suivit ses parents en émigration, d'abord en Suisse (1790) où naquit sa sœur, puis en Allemagne à Münster, où naquit son frère cadet (1794). Après la mort de leur père, la famille se réfugia en Russie. Maxence fut admis grâce à l'aide du baron Melchior von Grimm (1723-1807) à l'École des cadets d'artillerie de Saint-Pétersbourg (1795). Servant dans la garde du tsar comme sous-lieutenant (octobre 1800) puis lieutenant (juin 1803), il participa à la bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805), et devint chevalier de Sainte-Anne. Affecté à l'armée de réserve formée en Lituanie, il fut promu capitaine (novembre 1808) puis colonel (mai 1811). Blessé à Borodino lors la bataille de la Moskova (7 septembre 1812), il fut fait commandeur de Sainte-Anne et chef de brigade (24 décembre 1812). Ayant brillé à Leipzig, lors de la bataille des Nations (octobre 1813), il fut élevé au grade de général major (maréchal de camp) le 15 décembre 1813 et devint commandeur de Saint-Wladimir. En France même, son attitude valeureuse à Brienne (29 janvier 1814) détermina le tsar Alexandre à lui donner une épée d'honneur sertie de diamants, avant que son courage lors de la bataille de Paris ne le fasse décorer dans l'ordre de Saint-Georges (30 mars 1814).

Au début de la Restauration, Maxence profita de l'amical patronage de son parent, le comte Roger de Damas (1765-1823), fameux officier ayant naguère servi sous Catherine II puis dans l'armée de Condé, pour devenir gentilhomme d'honneur (mai 1814) puis aide de camp (25 février 1815) du duc d'Angoulême et faire reconnaître son grade de maréchal de camp (22 juin 1814).

Au début des Cent-Jours, Damas accompagna le duc d'Angoulême dans sa campagne du Midi, en qualité de sous-chef d'état-major (21 mars 1815). Le prince, encerclé par l'ennemi, le chargea de négocier avec le général bonapartiste Gilly la capitulation de La Palud (Vaucluse, 8 avril 1815) ; le succès de cette mission très délicate le fit élever dès le 9 avril au grade de lieutenant-général – même s'il fallut une semaine de discussions supplémentaires avec Grouchy, arrivé sur les lieux, pour que le texte soit respecté et le prince libéré. Puis Damas suivit le duc d'Angoulême en Catalogne, dans l'attente de la chute de Napoléon. Après Waterloo, il l'accompagna dans le Midi, avec rang de chef d'état-major ; mais à la différence d'autres proches du prince, y compris l'un de ses cousins, il ne poussa pas à la

¹ Il était issu d'une famille de la noblesse irlandaise, devenue française à la fin du XVII^e siècle, après la chute de Jacques II Stuart.

Terreur blanche. Confirmé comme lieutenant-général (29 août 1815), il se vit confier la 8^e division militaire basée à Marseille (20 octobre 1815), et en garda la direction pendant sept ans, sans y commettre de répression abusive contre les libéraux – à la différence de ce qui se passait à Lyon. Du reste, il demanda et obtint de fréquents et longs congés pour gérer son patrimoine foncier et profiter de la vie mondaine dans la capitale.

Nommé grand-croix de Saints-Maurice-et-Lazare par le roi piémontais Victor-Emmanuel, qu'il avait aidé lors d'une mission officielle pendant l'insurrection de 1821, Damas participa ensuite en 1823 à l'expédition d'Espagne, à la tête de la 9^e division – dans le corps d'armée dirigé par Moncey –, s'exaspérant publiquement de nombreux dysfonctionnements, mais aussi de la concurrence que lui faisait le général Donnadieu, au point de songer à démissionner. Damas fit le siège de Figueras (Catalogne) contre les troupes du général Mina. La chute de la ville, le 29 septembre, lui valut une pluie de récompenses : grand-officier de la Légion d'honneur (2 octobre 1823)² et grand-croix de Saint-Ferdinand d'Espagne (4 novembre), il fut élevé le 9 octobre à la pairie, où il retrouva plusieurs cousins, notamment le duc Charles de Damas d'Antigny (1758-1829) – frère de Roger –, ancien héros de la guerre d'Amérique et compagnon de Louis XVI à Varennes (1791), et le duc Étienne de Damas-Crux (1754-1846), qui avait dirigé l'une des cinq légions royalistes à Quiberon. Dix jours plus tard, il fut nommé ministre de la Guerre, en remplacement de Bellune, disgracié.

II. ACTION AU MINISTÈRE DE LA GUERRE (1823-1824)

Officier très courageux et d'une loyauté insoupçonnable, modèle de « l'homme d'honneur » (Poujoulat), apprécié par le duc d'Angoulême qu'il connaissait bien, en même temps qu'agréable aux ultras dont il partageait la sensibilité, le baron de Damas n'avait cependant pas une personnalité suffisante pour s'imposer à l'opinion comme un homme politique de talent. Il donna rapidement l'impression d'être « assez incapable », si l'on en croit Ferdinand de Bertier, fondateur des Chevaliers de la foi et membre de l'extrême-droite, qui reconnut néanmoins en lui « un bon chrétien, ayant de bonnes intentions ». « Imaginez-vous la nullité la plus complète », surenchérit méchamment Capefigue, le premier historien de la Restauration.

Durant son bref passage de neuf mois comme ministre de la Guerre, Damas dut gérer les suites de l'expédition militaire française en Espagne. De manière paradoxale, alors qu'il fait figure d'un quasi-intérimaire n'ayant pas laissé de souvenirs marquants, c'est pourtant lui qui fit voter la réforme militaire la plus importante des années 1820, avec une modification substantielle de la loi Gouvion Saint-Cyr de 1818 qui ne connut pas d'équivalent ensuite jusqu'à la vaste réforme Soult de 1832. En effet, par la loi du 9 juin 1824 et par l'ordonnance du 15 juin suivant, Damas choisit de doubler le nombre de conscrits susceptibles de servir sous les drapeaux, passant d'un contingent annuel de 40 000 hommes astreints à un service de six ans à un contingent de 60 000 conscrits pour une durée de service portée à huit ans – cette durée allongée valant également pour les engagés volontaires ; la loi supprima en revanche les compagnies de vétérance, au sein desquelles les soldats et officiers pouvaient être rappelés, pendant six années après leur libération du service actif. Ce fut le renoncement provisoire au principe d'une armée de réserve, à laquelle les ultras avaient été d'emblée hostiles, y voyant, non sans raison, des foyers de libéralisme ; la faible efficacité des réservistes mobilisés par Bellune en Espagne constitua le prétexte idéal pour opérer cette réforme.

Damas créa par ailleurs la manufacture d'armes de Châtellerault. Ultraroyaliste convaincu, il poussa à la démission Perceval, le directeur général des affaires administratives du

² Il était précédemment chevalier (31 janvier 1815), officier (26 mars 1815) puis commandeur (18 mai 1820) de cet ordre.

ministère promu par Bellune, qu'il jugeait trop modéré. Toutefois, il se montra épris de justice dans le jeu des nominations et, peu avant son départ, il s'opposa fermement à l'éviction réclamée par Villèle et la majorité parlementaire d'anciens généraux de l'Empire, mesure qui fut néanmoins avalisée par son successeur Clermont-Tonnerre.

En dépit de ce refus épisodique, le président du Conseil Villèle, qui appréciait sa loyauté commode, persuada Damas de changer de poste pour diriger la diplomatie – ministère plus prestigieux, mais dont il ne connaissait rien –, en lieu et place de Chateaubriand, qui venait d'être brutalement remercié le 6 juin.

L'intérim de la Guerre fut à nouveau confié à Damas deux fois (du 21 août au 29 septembre 1825 et du 1^{er} au 19 septembre 1826), à l'occasion de voyages de son successeur Clermont-Tonnerre.

III. CARRIÈRE POSTÉRIEURE, FORTUNE ET VIE PRIVÉE

Resté trois ans et demi ministre des Affaires étrangères (du 4 août 1824 au 4 janvier 1828), le baron de Damas cultiva les liens avec la Russie chère à son cœur, tout en se soumettant à la stratégie pacifiste et anglophile de Villèle. Ce fut, du reste, ce dernier, qui conduisit les rênes de la diplomatie, notamment lors des grandes crises d'Amérique latine, du Portugal et de Grèce, ou encore dans les négociations qui aboutirent à reconnaître l'indépendance d'Haïti contre une compensation financière (1825) ; Damas ne fut qu'un exécutant, un « secrétaire » et un « commis docile » de Villèle (Capefigue). Tout au plus s'occupait-il d'optimiser en 1825 le fonctionnement du Quai d'Orsay en créant en son sein une « division commerciale », chargée des enjeux économiques et supervisant l'action des consulats qui essaimaient notamment en Amérique latine. À l'occasion du sacre de Charles X, le ministre fidèle fut élevé au sommet de l'ordre de Saint-Louis, au grade de grand-croix (23 mai 1825)³, en même temps que de cinq ordres étrangers⁴.

Trois mois après la chute du gouvernement Villèle, Charles X choisit de faire de Damas le nouveau précepteur de son petit-fils, le jeune Henri, duc de Bordeaux (22 avril 1828). Cela engendra une véritable crise politique. Chateaubriand, qui espérait le poste, fut en rage ; il s'en vengea dans les *Mémoires d'outre-tombe* : « Les vertus de ce brave officier lui avaient monté à la tête ; une congestion religieuse lui embarrassait le cerveau ». Dans son *Cahier vert*, son épouse fut encore plus fielleuse, écrivant : « Sa bêtise seule serait une excuse à tout le mal qu'il a fait à la France, si cette bêtise ne lui laissait pas des moments assez lucides pour être méchant à propos ». Les libéraux voyaient, dans cette nomination à un poste stratégique, la main du « parti dévot » et des Jésuites, dont Damas était réputé proche. La duchesse de Maillé, aux opinions royalistes modérées, s'étonna de voir confier l'éducation du futur héritier du trône à « un gros homme triste, lourd, malade, sauvage ». Les nouveaux ministres, autour de Martignac, virent dans cette élévation de Damas, au plus proche de l'intimité du roi, une marque de défiance à l'égard de leur ligne politique recentrée, et offrirent leur démission à Charles X, qui refusa. De fait, Damas intrigua constamment pour les faire remplacer et, à l'été 1829, il appuya vivement, en coulisses, la formation du ministère réactionnaire dirigé par Polignac et La Bourdonnaye. Pendant les Trois Glorieuses (juillet 1830), il impressionna par son calme et, le 2 août 1830, il pressa Charles X d'abdiquer en faveur de son petit-fils.

Refusant de prêter serment au nouveau régime orléaniste (il fut mis à la réforme dès le 1^{er} septembre 1830 et rayé des cadres de l'armée le 30 mars 1833), Damas accompagna le roi déchu et sa famille dans leur retraite, de Rambouillet à Cherbourg, puis à Holyrood et à

³ Il était auparavant chevalier (7 août 1814) puis commandeur (1^{er} mai 1821) de cet ordre militaire.

⁴ Saint-Étienne de Hongrie, Charles III d'Espagne, Couronne de Wurtemberg, Constantinien des Deux-Siciles et Saint-Joseph de Toscane.

Prague. Relevé de ses fonctions de gouverneur le 1^{er} novembre 1833 en raison de dissensions dans l'entourage royal, il rentra aussitôt en France, rejoint son château de Hautefort (Dordogne) et s'attela à la rédaction de ses *Mémoires*, en même temps qu'à des travaux d'agronomie. Il dota de prix plusieurs académies et sociétés savantes, notamment pour stimuler la réflexion sur le paupérisme. Ayant revu son ancien élève, devenu le prétendant Henri V, à Frohsdorf en 1857, Damas mourut à son domicile parisien, 99 rue du Bac (Paris VII^e) le 6 mai 1862 ; il fut inhumé dans sa terre nivernaise d'Anlezy, dont il possédait le beau château. Damas avait également racheté en 1822 à une cousine de son épouse le château de Sainte-Suzanne (Mayenne), construit au début du XVII^e siècle, qu'il revendit ensuite en 1855.

Le 7 juin 1818, il avait épousé à Paris Sigismonde-Charlotte-Laure d'Hautefort (1799-1847), issue comme lui d'une famille de la plus haute noblesse, dont il eut ensuite neuf enfants. Cette épouse s'était retrouvée orpheline à dix ans au décès de son père – sa mère, Julie-Alix de Choiseul-Praslin (1777-1799) étant morte en couches à sa naissance, tandis que ses grands-parents paternels, Abraham Frédéric d'Hautefort et sa femme Marie Bertrande, avaient été guillotins le 7 juillet 1794. Elle était aussi la cousine du duc Armand de Richelieu, ancien conseiller du tsar et deux fois chef du gouvernement français (1815-1818 et 1820-1821).

IV. SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1. Sources manuscrites

A. Service historique de la Défense

Seconde Restauration (série D) – SHD/GR, D¹ 1-70 : correspondance sur l'armée d'Espagne ; D³ 102 à 106 : correspondance militaire générale.

Archives administratives (série X) – SHD/GR, X^s 21 : organisation générale de l'administration de l'armée.

Archives collectives et individuelles (série Y) – SHD/GR, 7 Y^d 868.

B. Archives nationales

Grande chancellerie de la Légion d'honneur (série LH) – LH 650/34.

C. Archives de Paris

État civil – V4E 789 : registres de décès, Paris VII^e arrondissement, 6 mai 1862, acte n° 855 [cliché en ligne 20/31] ; 1168928 : année 1862, acte n° 242 [cliché en ligne 45/80].

2. Sources imprimées

BAJOT Louis-Marie, *Annales maritimes et coloniales*, vol. 9, année 1824, 1^{ère} partie, Paris, imprimerie royale, 1824, p. 362-363.

BERTIER DE SAUVIGNY Ferdinand de, *Souvenirs d'un ultra-royaliste*, publ. Guillaume de Bertier, Paris, Tallandier, 1993, vol. 2, p. 150-151 et 180.

DAMAS Maxence de, *Mémoires du baron de Damas (1785-1862)*, publiés par son petit-fils, Paris, Plon, 1922-1923, 2 vol.

- GALLOIS Léonard, *Biographie de tous les ministres, depuis la constitution de 1791 jusqu'à nos jours*, Paris, marchands de nouveautés, 1825, p. 187-191.
- HUGO Abel, *Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, Paris, Lefuel, 1824-1825, vol. 2, p. 177-201.
- MONTBEL Guillaume-Isidore de, *Souvenirs du comte de Montbel, ministre de Charles X*, publiés par son petit-fils, Paris, Plon-Nourrit, 1913, p. 143-145 et 211-213.
- POUJOLAT Jean-Joseph-François, *Études et portraits*, Lille, Lefort, 1868, ch. XXII « le baron de Damas », p. 195-203.
- VAPEREAU Gustave, *Dictionnaire universel des contemporains*, Paris, L. Hachette, 1858, p. 470.

3. Bibliographie

- CRÉPIN Annie, *La Conscription en débat, ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République (1798-1889)*, Arras, Artois presses université, 1998, p. 57-62.
- MORIN Marie-Renée, « Lamartine, chargé d'affaires à Florence, 1826-1828. Correspondance politique avec le ministre des Affaires étrangères », *Cahiers d'études sur les correspondances du XIX^e siècle*, n° 2, 1992, XIII-284 p.
- STROEV Alexandre, « Un "Juif errant" : les émigrations de Frédéric-Melchior Grimm », dans Rodolphe Baudin et alii (dir.), *Exil et épistolaire aux XVIII^e et XIX^e siècles : des éditions aux inédits*, cahier n° 16, Clermont-Ferrand, PU Blaise Pascal, 2007, p. 47-59.
- WATEL Françoise, « Damas », dans Lucien Bély, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères*, Paris, Fayard, 2005, p. 273-276.

OLIVIER TORT